

Plus que le droit—anarchie.
Moins que le droit—tyrannie.

ABONNEMENTS DANS PARIS :

Trois mois..... 4 fr. 50 c.
Six mois..... 9 »
Un an..... 18 »

BANLIEUE :

Trois mois..... 9 »
Un an..... 24 »

LE RADICAL

ORGANISATION DU TRAVAIL INTELLECTUEL ET MANUEL.

Bureaux : Rue de Provence, 11, à Paris.

Le Peuple :
Tout pour lui et par lui

ABONNEMENTS DANS LES DÉPARTEMENTS :

Trois mois..... 8 fr.
Un an..... 32 »

ÉTRANGER :

Trois mois..... 12 »
Un an..... 48 »

NOTRE PROFESSION DE FOI.

De toutes les voix de la presse, aucune n'est l'écho des intérêts réels du peuple, aucune ne vient en aide d'une façon franche et utile aux principes vivifiants sur lesquels repose la République, et hors desquels il n'est pas pour elle de salut.

Pour que la République soit forte et respectée, il faut que tout en elle se régie :

- D'après la volonté du peuple;
- Par la révolution de 1848;
- Plus de privilèges, selon le vœu de la nation.

En dehors de tout système exclusif, étranger à toute influence privilégiée, le *Radical* dira ce qui est bien, sans craindre de signaler le mal, partout où il le rencontrera, quels que soient les principes admis par les délégués et représentants du peuple.

Point central où viendront se réunir les documents et les études; les plus graves questions fondamentales de la politique intérieure et extérieure, et des questions non moins graves, non moins utiles et trop négligées des intérêts matériels du pays, le *Radical* sera l'intermédiaire né des droits, des besoins et du bien-être des travailleurs.

Toujours dirigé avec conscience, énergie et dignité, le *Radical* s'adresse à tous, mais principalement à cette portion essentielle de notre société, si puissante et trop dédaignée, que jadis on nommait le tiers-état, des rangs duquel s'est élancée, formidable et triomphante, la révolution de 89, et qu'aujourd'hui nous appellerons la classe ouvrière, des travailleurs, enfin ceux qui, en 1830 comme en 1848, ont organisé la résistance, renversé la tyrannie, conquis la liberté et fondé la République.

LE RADICAL

Organisation du travail intellectuel et manuel.

Notre devise n'est point un leurre; chaque ouvrier désirant obtenir du travail pourra s'adresser à notre journal, qui annoncera *gratis* sa réclamation.

La rédaction est soumise aux délégués des principaux corps d'état, et les articles des travailleurs qui voudront bien les adresser *franc de port*, seront insérés dans le journal, après examen.

Le travail manuel manquait d'un organe qui pût faire connaître ses besoins, ses ressources, ses souffrances.

Parler éloquemment des misères d'autrui est une chose bonne et méritoire; mais signaler celle à laquelle on est en proie, en indiquer le remède, vaut beaucoup mieux encore.

La question qui vous touche, quoique moins bien plaidée, est plus palpitante, plus attachante, et obtient plus de succès que des paroles pompeuses.

C'est donc pour aider à l'organisation de la République, que le *Radical* ouvre dans la presse une voie toute nouvelle. Nos explorations hardies, mais sages et salutaires, profiteront infailliblement aux travailleurs.

Sans jamais éveiller le scandale par des personnalités outrageantes, le *Radical* signalera les influences funestes et égoïstes des intérêts particuliers qui font fléchir les principes souvent les plus sévères et les opinions les mieux arrêtées.

Le *Radical* dénoncera au mépris public les trafics de consciences, les apostasies de toutes sortes, tant pour le bien matériel de la République, que dans l'intérêt moral de la société.

Le *Radical* indiquera la ligne politique que devra suivre la République, et de laquelle il lui sera certainement dangereux de dévier.

Le *Radical* révélera les mystères de la guerre en Algérie, ainsi que les riches résultats qu'elle pourra obtenir la République par le moyen d'une colonisation sérieuse et complète.

Le *Radical* examinera scrupuleusement les ressorts les plus minimes de l'immense rouage de notre administration, en stigmatisant les abus enracinés et les dilapidations déhonnêtées qui semblent incurables.

Le *Radical* ne cessera de rechercher les moyens de diminuer les charges énormes et de plus en plus envahissantes qui pèsent depuis trop long-temps sur les classes industrielles et ouvrières; ce que nous voulons, enfin, c'est un budget bien équilibré et non exagéré, en un mot, plus de dilapidations. La lèpre dorée budgétaire qui voilait tant d'infamies doit cesser à tout jamais, afin d'éteindre et d'atténuer les calamités incessantes des impôts.

Le *Radical* travaillera sans relâche à anéantir les divisions, les fractions, qui nuisent si essentiellement au bien-être, à la prospérité, ainsi qu'à la gloire de la nation. Enfin, le *Radical* réclamera résolument ce que veut la République au dedans et au dehors, pour qu'on n'attende plus le jour fatal où ses ennemis viendraient l'exiger.

COMMERCE. — AGRICULTURE.

Il entre dans notre but de développer les progrès du com-

merce, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et ceux de l'agriculture par la révélation des découvertes précieuses qui, chaque jour, surgissent sous nos yeux.

Une fois par semaine, nous insérerons l'analyse de tout ce qui les concernera dans les rapports faits à l'Académie des sciences et par les Sociétés d'encouragement pour l'agriculture et l'industrie, ces principes vivifiants des peuples.

MANUFACTURES.

Il sera utile de passer en revue nos manufactures et de les comparer avec celles des pays étrangers.

Notre sympathie est acquise à l'avance aux inventions et découvertes remarquables, aux combinaisons heureuses, aux essais hardis, qui peuvent agrandir le cercle de ces vastes établissements, améliorer et assurer le bien-être des classes ouvrières qui les font mouvoir, et donner un nouveau lustre à notre industrie manufacturière et nationale, partie essentielle de notre gloire.

DOUANES. — OCTROIS.

Nos lois sur les douanes, leur insuffisance, le détriment réel et les entraves dont elles embarrassent le commerce, seront consciencieusement discutées; les exigences des douanes étrangères, leurs interdictions, leurs formalités, les difficultés sans nombre et importunes, variant à chaque frontière, seront l'objet d'un examen sévère et d'enseignements utiles.

Nous examinerons la régie des octrois, l'élévation exorbitante des tarifs sur plusieurs consommations de première et absolue nécessité, ce qui, dans les classes ouvrières, introduit le malaise, la gêne, souvent de graves maladies et trop généralement des habitudes d'immoralité que nous apprécierons, en indiquant le remède à y apporter.

NOUVELLES DIVERSES.

Sous ce titre, le *Radical* comprendra :

1° Les nouvelles qui, avant de devenir officielles, circulent confidentiellement sur tous les projets ou mesures touchant aux intérêts nationaux, et dont la révélation importe surtout aux intéressés;

2° Les nominations aux emplois supérieurs dans les ministères, dans l'armée, dans la magistrature, dans les administrations, etc., qui seront soigneusement appréciées, d'après leur légalité, les titres et capacités de ceux qui les recevront;

3° Les événements importants, tant en France qu'à l'étranger, mais ceux seulement d'où ressortent de sages conseils et d'utiles avertissements;

4° Les sinistres sur terre et sur eau; la valeur des pertes et les noms des victimes.

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — CIRCULAIRES AUX ÉLÉCTEURS.

Le *Radical* publiera un compte-rendu exact des séances de l'Assemblée nationale; il offrira chaque fois une étude des débats, qui aura pour but de tracer l'histoire des projets de lois soumis par le Gouvernement à nos représentants, de suivre les phases des discussions, de faire ressortir la valeur des discours des orateurs, de propager les doctrines populaires et de consigner chaque vote partiel dans les questions majeures. Des articles spéciaux seront consacrés aux candidats qui présenteront le plus de garanties pour la consolidation et le maintien de notre République.

A la clôture de chaque session, le résumé impartial de ce travail si utile sera adressé à part, sous forme de circulaire, à tous les électeurs, pour les édifier sur la manière dont leurs représentants accompliront leurs mandats, tiendront leurs promesses et mériteront leurs suffrages à une élection nouvelle.

Il est temps enfin que les mensonges dictés par la mauvaise foi cessent, et que la vérité apparaisse; que la République fasse aujourd'hui justice des apostats ambitieux qui la vendraient à l'occasion pour en tirer bénéfice.

TRAVAUX PUBLICS. — VOIRIE. — ASSAINISSEMENT.

Nous annoncerons et discuterons les projets nouveaux les plus importants pouvant exiger des expropriations; nous réclamerons l'élargissement, l'alignement ou la création de rues, passages, trottoirs, égouts, etc. Nous nous occuperons de tous les travaux publics, tant à Paris que dans les départements; de ceux de nos ports maritimes pour les dunes, les digues, les phares et les fanaux, des tracés de canaux, de la fertilisation des landes, etc., pour qu'enfin la nation soit prête à répondre à ses ennemis.

Les justes réclamations des propriétaires et entrepreneurs,

dans leurs rapports avec la voirie de nos villes, seront enregistrées et défendues dans notre feuille.

Sévères sur l'observation rigoureuse des lois, décrets, ordonnances, etc., pour la sûreté, la sécurité et la tranquillité publique, que nous rappellerons en temps et lieux nous signalerons les dangers, les inconvénients et risques de ne pas s'y conformer.

RÉVOLUTION ITALIENNE.

Philippe, l'ex-roi des Français, recherchait l'alliance des rois et méprisait la haine des peuples. Un gouvernement républicain doit rechercher l'alliance des peuples et mépriser la haine des rois.

Vous qui avez l'honneur de marcher à la tête du peuple français, vous qui connaissez son héroïsme, ses généreux instincts, vous hériteriez de la politique craintive du dernier de nos rois.

Vous désirez l'affranchissement de la Pologne, et vous n'osez secourir les Polonais! Vous désirez l'affranchissement de l'Italie, et vous n'osez secourir les Italiens! Vous reprochiez à Philippe de ne pas venir en aide à des révoltes mortes-nées, l'Italie est en feu, la Pologne se soulève et vous ne savez que formuler des vœux radicalement éloquents.

Mieux vaudrait le silence que cet ironique appui!

Vous reprochez à Charles-Albert de ne pas franchir assez vite la frontière. Était-ce donc au roi de Piémont à montrer à des hommes libres le chemin de l'honneur? Était-ce au faible roi d'un Etat secondaire à oser ce que n'osait la puissante république? Au moins, osez donc montrer l'étendard de la République française derrière l'écu de Savoie.

Nous autres, républicains français, en chassant le tyran, nous avons montré l'exemple aux nations asservies.

A notre voix elles se soulèvent, et pour briser leurs chaînes, s'épuisent en héroïques efforts.

Si elles succombent, si elles retombent sous un joug de fer, elles maudiront plus que leurs maîtres ceux qui n'ont pas eu honte d'abandonner les héros qui s'armèrent à leur appel.

Ne croyez pas alors échapper à la guerre qu'aujourd'hui vous essayez de fuir.

Philippe, par dix-huit ans de honte continue, à grand-peine a pu désarmer le courroux des despotes outragés.

Vous, qui avez bien autre chose à leur faire oublier, auriez-vous l'intention de surpasser Philippe en humilité, espéreriez-vous vivre en paix si les peuples succombent?

LES LOUPS-CERVIERS DE LA BOURSE.

Nous qui sommes du peuple, partie intégrante du souverain, comme qui dirait un trente-deux millionième de Philippe, avons pouvoir d'interpeller, gourmander nos ministres, usons aujourd'hui de notre toute-puissance.

Citoyen Garnier-Pagès, que signifie le tintamarre qui se fait à la Bourse? Ils disent qu'ils sont ruinés, que ce qui valait 100 avec le gros Philippe, ne vaut plus que 50 aujourd'hui avec la déesse Raison.

Tout est-il donc perdu ou renversé? les rivières déborderont-elles? les oliviers fleuriront-ils dans le Midi? Mathieu Lænsberg aurait-il prédit ces malheurs? Si cela est, prenez garde, monsieur le ministre, proclamez et affichez cette vérité à la Bourse, où sinon le peuple souverain se fâchera. Mais, si les choses matérielles sont dans le même état qu'avant, laissez geindre, crier et faites les affaires de la République sans soucis ni préoccupations.

La déesse est à peine depuis un mois parmi nous, elle est venue casque en tête, cothurne aux pieds, vous voulez des sacs d'écus. Ce n'est pas chose raisonnable. Elle avait reçu tant d'avanies, qu'elle n'avait pu économiser de quoi satisfaire tant d'appétits gloutons. Patientez donc, messieurs de la Bourse, vous le verrez; un peu de confiance, elle a été calomniée et vaut mieux que la réputation qu'on lui a faite.

De plus, il faut vous habituer à elle; vous avez si longtemps à vivre ensemble!

Pour sa bien-venue, elle a payé vos 3, 4, 5 p. 100 d'avance, est-ce une raison pour l'appeler *racca*?

C'est votre faute si, pendant son exil, les millions ont été gaspillés et les prébendiers engraisés? Laissez-lui mettre la main à l'œuvre, elle saura s'en tirer tout comme un autre et mieux qu'un autre, et tel qui crie sans trop savoir pourquoi, qui a peur de tout le mal qu'il rêve lui-même, finira par se rassurer et sera tout étonné de se trouver fort aise que les choses se soient classées si simplement pour tous.

AUX PÉTITIONNAIRES.

Aujourd'hui devait avoir lieu, s'il faut en croire quelques affiches, une manifestation contre les Savoisiens. Nous sommes certains que les citoyens auxquels s'adresse cette espèce de proclamation comprendront leur devoir et ne se laisseront

pas entraîner à une démarche inconsidérée. Nous n'avons ni le droit, ni le vouloir de chasser de France des étrangers paisibles.

Voudrait-on traiter en ennemis ceux auxquels nous donnons le nom de frères ? Oublierait-on que grand nombre de Français sont expatriés, et qu'expulser les étrangers de France serait s'enlever le droit de protéger les citoyens français contre une semblable mesure ?

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Les bibliothèques nationales s'ouvrent, pour la plupart, à onze heures et se ferment à trois : ce qui peut être trop long déjà pour les bibliothécaires, mais qui, à coup sûr, ne l'est pas assez pour les lecteurs.

Comme, du reste, les bibliothèques sont faites pour les lecteurs et non pour les bibliothécaires, il me semble qu'on devrait les ouvrir plus tôt et les fermer plus tard.

Ces établissements ont coûté assez de peine, assez d'argent, pour chercher à en tirer tout le profit possible. La République a beaucoup de réformes à opérer, mais elle doit commencer par celles qui ne nécessitent aucune dépense.

ACTES OFFICIELS.

Liberté, Egalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Citoyens,

La révolution de février a affranchi notre belle patrie.

La France républicaine n'a rien à redouter, mais elle doit se mettre en mesure de pourvoir à toutes les éventualités de l'avenir, elle doit veiller à ce que le drapeau que le peuple français vient de lever reste au dessus de toutes les atteintes. La garde nationale et l'armée, unies dans un même sentiment, ont cette noble tâche à remplir.

Le Gouvernement provisoire a voulu que les rangs de l'armée s'ouvrirent à l'ardente jeunesse entraînée vers elle par le sublime élan du patriotisme.

En conséquence,

Il a affranchi les enrôlements volontaires des entraves d'une durée trop prolongée du service militaire;

Il a décrété :

Art. 1er. Tout Français sera reçu à contracter, dans l'arme de son choix, un engagement volontaire ; la durée de cet engagement pourra n'être que de deux ans.

2. Dans aucun cas les engagés volontaires ne pourront être envoyés en congé sans leur consentement.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 31 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Paris, le 29 mars 1848.

Citoyens,

Les dons patriotiques affluent à l'Hôtel-de-Ville. Chaque jour, tous les corps d'état rivalisent d'abnégation et de générosité. Des ouvriers qui peinent à peine, par de trop rares travaux, nourrir leurs familles, savent encore prélever de civiques offrandes sur un salaire insuffisant. La pauvreté même, oubliant ses besoins, se fait un devoir et un bonheur d'une privation nouvelle, quand il s'agit de subvenir aux besoins de la République, notre mère commune.

Citoyens, vous donnez au monde un sublime exemple. L'Hôtel-de-Ville, ce palais du peuple, en est tous les jours le silencieux témoin ; mais si votre modestie veut cacher ces héroïques vertus, le gouvernement provisoire doit les révéler à la France et à l'Europe, qui vous contemplant !

La monarchie brisée par vous en février avait corrompu bien des âmes ; mais le mal n'a point pénétré dans le cœur de la nation. Citoyens, vous le prouvez tous les jours. Il est beau de combattre et de vaincre pour la liberté ; il est encore plus beau de fonder la liberté sur l'inébranlable base d'un désintéressement et d'un patriotisme que ne découragent point les épreuves les plus poignantes.

Citoyens, le gouvernement provisoire doit le proclamer hautement : la France est fière de vous ; et la République, appuyée sur des cœurs tels que les vôtres, peut regarder sans crainte son avenir.

Citoyens, au nom de la patrie, au nom de la France, au nom de l'humanité, le Gouvernement provisoire vous remercie.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il importe de régulariser les dons volontaires offerts spontanément par les citoyens généreux ;

Qu'il est nécessaire de donner à cette œuvre patriotique toute la solennité qu'inspirent à la fois et la situation présente et la reconnaissance méritée par le dévouement,

Arrête :

1^o Une commission est instituée pour recevoir et organiser les dons volontaires et patriotiques offerts à la patrie.

2^o Cette commission sera l'organe de la reconnaissance publique envers les citoyens qui ont déjà donné l'exemple des sacrifices.

3^o Elle prendra toutes les mesures nécessaires pour que ces sacrifices soient connus et honorés.

4^o La commission est composée comme il suit :

Le citoyen Laménais, président.

Les citoyens :

Béranger, poète, vice-président ;

Littre, membre de l'Institut ;

Ch. Thomas, secrétaire.

Ils pourront s'adjoindre d'autres citoyens pour compléter la commission.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 30 mars 1848.

ELECTIONS.

Le ministre de l'intérieur au citoyen commissaire du Gouvernement provisoire dans le département d

Paris, le 30 mars 1848.

Citoyen commissaire, le décret du Gouvernement provisoire, en date du 26 de ce mois, qui reporte au 23 avril l'époque des élections des représentants du peuple à l'Assemblée nationale constituante, fixée précédemment au 9 avril, nécessitait des modifications aux dispositions de l'instruction du 8 mars, quant aux époques assignées pour les opérations relatives à la confection des listes d'électeurs (art. 9 et 10) et au vote des électeurs faisant partie des armées de terre et de mer (art. 38).

Les modifications relatives à la formations des listes ont fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 27 mars, qui a été publié au *Moniteur* du 28, et dont vous trouverez le texte à la suite de la présente circulaire.

L'art 9 de l'instruction du 8 mars portait que la liste dressée dans chaque commune par le maire serait close le 26 de ce mois, et déposée pendant cinq jours à la mairie, pour que, pendant ce temps, les citoyens pussent en prendre communication et réclamer, s'il y avait lieu, contre l'omission de leur nom. La liste rectifiée devait être transmise le sixième jour, c'est à dire le 31 mars, au maire du chef-lieu de canton (art. 40), et les réclamations faites ultérieurement devaient être jugées, jusqu'au 8 avril, par le conseil municipal de ce chef-lieu.

Suivant l'arrêté du 27 mars, les listes seront publiées le 15 avril ; elles seront rectifiées dans les cinq jours suivants, et closes, dans les mairies le 20 avril à minuit.

Il résulte de ce texte que le dernier paragraphe de l'art. 9 et le deuxième paragraphe de l'art. 40 de l'instruction du 8 mars ne peuvent plus recevoir d'exécution, et sont, par le fait, abrogés.

La confection de la liste des électeurs appartient donc exclusivement à la municipalité de chaque commune.

Je vous invite, citoyen commissaire, à publier immédiatement un avis qui fera connaître ces changements.

Il devra annoncer que l'époque d'après laquelle sont établies les conditions de temps donnant droit à l'inscription sur la liste électorale est celle du 23 avril et non plus du 9. Par conséquent, devront y être inscrits les Français nés avant le 23 avril 1827 et jouissant des droits de citoyens.

La condition de six mois de résidence (circulaire du 21 mars) devra également être calculée par rapport au 23 avril 1808, sauf les exceptions mentionnées aux paragraphes 4 et 5 de l'art. 5 de l'instruction du 8 mars.

Les listes qui auront été dressées dans les communes pour être déposées aux mairies, devront donc être revues et complétées, et les exemplaires déjà déposés ne serviront plus que comme simples documents.

Le maire aura soin d'inscrire les jeunes citoyens qui accompliront leur vingtième année, du 9 au 22 avril. Ces fonctionnaires ne devront pas perdre de vue que, pour que le principe du vote universel reçoive une exécution sincère et complète, il faut que l'autorité principale inscrive d'office tous les habitants qui, à sa connaissance, réunissent les conditions desquelles résulte la qualité de citoyen français, c'est-à-dire tous ceux à l'égard desquels elle ne connaît aucune des causes d'incapacité mentionnées aux art. 2, 3, 4 et 5 de l'instruction du 8 mars.

De plus, les maires devront provoquer les demandes en inscription, de la part de ceux particulièrement qui, par leur position, sous les rapports de l'âge, de l'origine, de la résidence, etc., pourraient avoir à craindre que leur capacité électorale ne fût pas notoirement établie.

Ce n'est que par ces moyens que l'on parviendra à donner aux listes, publiées le 15 avril, le plus grand degré d'exactitude. Et ce résultat importe beaucoup pour réduire, autant que possible, le nombre des réclamations et des rectifications dans les cinq jours suivants.

Je me réfère, quant au travail des maires et au concours des conseillers municipaux, à ma circulaire du 12 mars, pages 4 et 5.

Après que la liste aura été close, le 20 avril, elle devra être envoyée le 21, avec la plus grande célérité possible, au maire du chef-lieu de canton. Ce point est de la plus haute importance, et vous devrez donner, à cet égard, des instructions spéciales.

Suivant ma circulaire du 12 mars, page 3, le maire de chaque commune devait vous informer, le 31 mars ou le 1^{er} avril, qu'il avait terminé son travail, et vous faire connaître le nombre d'électeurs de sa commune.

Les renseignements seraient trop tardifs le 21 avril. Mais pour vous rendre compte par avance, du moins autant que possible, de l'importance numérique des listes électorales des diverses communes, vous pourrez inviter les maires à vous faire connaître approximativement du 10 au 15 avril.

L'article 38 de l'instruction du 8 mars fixait au 30 de ce mois l'envoi des résultats des votes émis par les militaires et marins en activité de service. Pour l'accomplissement de cette disposition, il était nécessaire que les élections eussent lieu du 27 au 29 mars. L'époque de ces élections a été reportée au 15 avril et jours suivants, et l'envoi des procès-verbaux au 18 avril. Des instructions à cet effet ont été données par mes collègues les ministres de la guerre et de la marine, et même transmises par la voie du télégraphe dans la journée du 27 mars.

L'exécution de l'article 9 du décret du 5 mars, qui porte que les électeurs voteront tous au chef-lieu de chaque canton et de l'article 18 de l'instruction du 8 mars, qui n'admet qu'une seule assemblée électorale par canton (à l'exception des arrondissements de la ville de Paris) présenterait d'assez grandes difficultés, dans certains cantons, à raison du nombre très-considérable d'électeurs qu'ils renferment. Le Gouvernement provisoire a donc reconnu la nécessité d'autoriser les commissaires de département à partager en plusieurs sections les assemblées électorales des cantons dont la population totale dépasse 20,000 habitants. Plusieurs d'entre eux comprennent seulement des villes ou des portions de ville ; d'autres renferment des communes rurales.

Les sections qui seront formées ne devront pas comprendre, en général, moins de 1,000 électeurs chacune et se composeront d'électeurs appartenant à des quartiers voisins d'une même ville ou à des communes voisines ou même à une seule commune.

Si le chef-lieu d'un canton qui renferme des communes rurales offre des locaux en nombre suffisant, les diverses sections de l'assemblée cantonale se réuniront au chef-lieu, suivant le principe général établi par l'art. 9 du décret du 5 mars.

Dans le cas contraire, et par mesure exceptionnelle qu'il importe de restreindre autant que possible, vous pourrez grouper des communes voisines pour en former une ou plusieurs sections, qui se réuniront dans la commune la plus centrale ou la plus importante de la circonscription sectionnaire.

Vous aurez à me transmettre, citoyen commissaire, les arrêtés que vous aurez pris pour former des sections et pour déterminer les communes où se tiendront les assemblées sectionnaires appelées à voter ailleurs qu'au chef-lieu de canton.

La présidence des sections appartiendra, dans les chefs-lieu de canton, aux suppléants du juge de paix, et à leur défaut, au maire et adjoints, et, dans les autres communes, au maire ou à l'adjoint.

Les scrutateurs seront pris parmi les conseillers municipaux, et, en cas d'insuffisance de nombre, par des citoyens que le conseil municipal désignera, selon la disposition de l'art. 18, paragraphe 2, de l'instruction du 8 mars.

Le dépouillement des votes aura lieu, dans chaque section, et le recensement des votes des diverses sections se fera au chef-lieu de can-

ton par le bureau de la section centrale présidée par le juge de paix.

Je vous invite, citoyen commissaire, à m'accuser réception de la présente circulaire, et à me rendre compte de la suite qui vous y aurez donnée.

Salut et fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur, LEDRU-ROLLIN.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

PRUSSE. — La Gazette universelle de Prusse contient une longue adresse au roi, signée par les députés des conseils municipaux des dix-huit villes rhénanes, en tête desquelles figurent Cologne, Aix-la-Chapelle, Bonn, Coblenz, Elberfeld, Düsseldorf, etc. Cette adresse, dont il nous est impossible de reproduire le texte, réclame, outre les concessions déjà faites, une représentation nationale librement élue dans le peuple et par le peuple, sans distinction de rang et de condition, avec le cens le plus bas pour l'éligibilité, et sans restriction aucune au droit d'élection ; coopération décisive et non simplement délibérative de la représentation nationale à la simple majorité ; responsabilité des ministres ; égalité de tous les citoyens devant la loi ; droit de réunion et de pétition ; publicité des débats judiciaires, etc. En terminant, les députés prient le roi d'éloigner du cabinet MM. d'Arnim et de Schwerin ; ces ministres, est-il dit expressément dans l'adresse, n'ayant pas la confiance du pays.

Voici la réponse du roi :

« En réponse à l'adresse qui m'a été présentée par dix-huit villes rhénanes, sous la date du 24 mars, je m'en réfère à ce que j'ai dit aux députations des villes de Breslau et de Liegnitz. Je suis sur le point de faire soumettre aux Etats réunis un projet de loi électorale, conformément à laquelle l'élection et la convocation de la représentation nationale auront lieu dans le plus bref délai ; je crois donc pouvoir amener une solution satisfaisante de tous les vœux exprimés dans l'adresse par la décision de la nouvelle représentation nationale. Quant au manque de confiance dans le pays, à l'égard de certains membres du cabinet, voici ma réponse : Plus je suis convaincu de la nécessité de ne m'entourer que de conseillers qui, responsables envers la représentation du peuple, jouissent pleinement de sa confiance, plus il m'importe de consulter également sur ce point la voix des organes légaux qui se fera entendre aux Etats réunis, et plus tard par la représentation nationale. C'est ma sérieuse volonté de marcher d'un pas ferme et rapide, mais avec calme et prudence, vers le but qui peut seul donner de la durée aux grandes institutions d'un Etat. J'invite mes fidèles villes rhénanes à me prêter assistance dans l'exécution de ce projet.

» Berlin, 28 mars 1848.

FREDERIC-GUILLAUME.

Ce comte d'Arnim et M. Kohr, ministre de la guerre, ont offert leurs démissions, qui ont été acceptées. Le ministre d'Etat comte Schwerin se retire également. MM. Auerswald, Camphausen et Hansemann ont été appelés auprès du roi. On a fait venir à Berlin le 24^e régiment de ligne, deux bataillons du 9, et le 3^e lanciers, pour faire le service de la place, conjointement avec les bourgeois. Le maintien de l'ordre est exclusivement confié à la garde civique ; les troupes ne pourront intervenir que sur l'invitation expresse des autorités urbaines et civiles.

D'après une correspondance de Berlin insérée dans le *Journal de Francfort-sur-l'Oder*, les régiments en garnison dans cette capitale sont en pleine dissolution. Les officiers de la garde ont brisé leur épée et se retirent dans leurs terres. Les soldats vendent chevaux et harnais, ils bivouaquent dans les villages environnants ; aucune ville ne veut ouvrir ses portes aux régiments des gardes. On évalue à 1,000 le nombre des militaires tués dans les événements de mars ou manquant à l'appel.

ITALIE. — Une lettre de Rome, du 24, annonce que le pape faisait partir des troupes au secours de l'insurrection ; les volontaires s'enrôlaient en masse ; Pie IX paraissait vouloir se mettre à la tête de la croisade italienne contre l'Autriche.

Le grand-duc de Toscane fait pareillement avancer des troupes dans l'intention évidente de s'emparer des duchés de Parme et de Modène, pendant que Charles-Albert se rend maître du reste de l'Italie, entre le Pô et les Alpes, sans brouiller de Turin ; mais ils comptent l'un et l'autre sans la volonté du peuple italien, qui se prononce partout hautement pour l'unité, et qui pourrait bien, la guerre terminée, proclamer le gouvernement de la nation par la nation elle-même, c'est-à-dire la République.

A Venise, le drapeau tricolore italien n'a pas cessé de flotter depuis l'insurrection au-dessus du Lion ailé de Saint-Marc ; preuve évidente que cette ancienne cité entend faire partie de l'unité italienne et n'a nullement voulu, en proclamant la république, séparer ses destinées de celles du reste de l'Italie. Le ci-devant vice-roi a quitté Vérone pour chercher un refuge en Autriche ; des lettres du Tyrol annoncent son passage par Rumbach, en nombreuse compagnie de princes et de princesses de Bourbon et d'Este. Quant au duc de Modène, un voyageur arrivé à Turin assure l'avoir rencontré à Novi, ne sachant quel chemin prendre. L'archiduc Sigismond, celui qui a violé sa parole d'honneur, est toujours prisonnier à Bergame. A Plaisance, les Autrichiens ayant repris le château-fort sur les insurgés, un combat s'est engagé qui s'est terminé par une capitulation. Les Impériaux devaient partir le 23, et immédiatement après les habitants devaient raser le château.

Les journaux italiens sont remplis de détails sur les actes d'une féroce inouïe qui signalent la retraite des impériaux sortis du château de Milan. Ainsi, au lieu de rendre les prisonniers, ils les ont emmenés en grand nombre pour les assassiner chemin faisant ; on a déjà constaté la perte cruelle de plusieurs de ces malheureux, toutes personnes de la meilleure société de Milan ; on cite entre autres le célèbre instituteur Roselli ; Charles Porro, le naturaliste, tué dans une chambre, à bout portant, un Durini, un Belgiojoso, lâchement assassinés ; on a lieu de craindre que le même sort ne soit échu aux autres prisonniers, parmi lesquels on remarque le député Bellati, Joseph Belgiojoso, Manzoni, Dehera, Augustin Brambilla, Manzoni, fils du grand poète, Gilbert et Jules Porro, Hercule Durini et d'autres non moins recommandables.

Sur toutes les places de Milan et des cités environnantes, on instruit des volontaires du matin au soir. Des comités siègent en permanence et suffisent à tout ; l'ordre le plus parfait n'est jamais troublé. Toutes les prisons ont été ouvertes, même celles des voleurs, sans qu'on ait eu à déplorer depuis un seul méfait. Des colonnes de volontaires partent tous les jours, se dirigeant sur les points isolés où quelque garnison autrichienne tient encore. Le commandement en chef de l'armée dite : *Légion des Alpes*, est confiée au brave général Lecchi, de l'école de Napoléon. Vingt mille Autrichiens avaient pris position entre Crema et Orzinovi ; les Milanais et six mille hommes de l'armée piémontaise marchaient sur eux le 26.

Les deux énormes tours du château de Milan sont déjà en démolition. La guérilla du citoyen Torres, venant de Piémont, et démesurément accrue dans son passage à Milan, s'est dirigée sur Crema, où les Impériaux ont mis à mort l'évêque et plusieurs notables citoyens.

La nouvelle de l'insurrection de tout le Tyrol italien est pleinement confirmée. Padoue et Trévise, après des combats sanglants, ont exterminé leurs garnisons impériales et envoyé leur adhésion au gouvernement provisoire de Venise. Dans cette dernière ville, la lutte a été moindre que partout ailleurs ; les Impériaux ont préféré trois mois de paie et sont partis.

Aux divers comités institués par le gouvernement provisoire pour la direction de la guerre, et que nous avons déjà fait connaître, on a ajouté un comité de santé nécessité par le grand nombre de morts et de blessés, nombre qui augmente tous les jours sur les mille champs de bataille de cette guerre acharnée. Le comité se compose des docteurs Capelli, Gianelli, Maspero, Herini, Truzzi.

Le Gérant : CONSTANT VERNEUIL, blessé de février 1848.

Paris, — Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.